

Projet prioritaire de la stratégie suisse de cyberadministration – prérequis

B1.05 – Identificateur unique d'entreprise

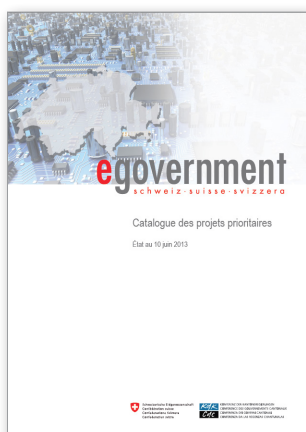
Un numéro unique lors de tout contact avec l'administration

En bref

Lors d'opérations administratives effectuées par voie électronique, une identification univoque de chaque entreprise est absolument nécessaire. Ainsi seulement, les données pourront être échangées entre l'économie et l'administration de manière sûre et efficace. Le numéro d'identification des entreprises (IDE) permettra aux entreprises de pouvoir s'identifier auprès de tous les services administratifs au moyen d'un seul et même numéro.

Contexte

Il existe actuellement de nombreux types de numéros d'identification destinés aux entreprises au sein de l'administration publique. Dans ces conditions, les données des processus administratifs ne peuvent pas être exploitées de manière coordonnée et les doublons qui en résultent constituent une charge administrative inutile pour les entreprises et l'administration. Grâce au projet de cyberadministration B1.05 «Identificateur unique d'entreprise», un moyen d'identification unique pour les entreprises sera créé. Cette nouveauté est une condition essentielle à la communication électronique sécurisée pour les entreprises entre elles, mais aussi avec l'administration. Par ailleurs, de nombreux processus administratifs en seront considérablement simplifiés. Une identification univoque de tous les acteurs économiques est donc primordiale pour le traitement électronique des affaires (cyberadministration).



Catalogue des projets prioritaires:
www.egovernment.ch/catalogue

Objectif

Grâce à l'IDE, les entreprises pourront être identifiées clairement et facilement dans le cadre de relations de type B2G, G2G et B2B. L'utilisation de l'IDE vise à réduire la charge administrative qui pèse sur les échanges entre les entreprises et les autorités mais aussi à faciliter l'échange d'informations entre la Confédération, les cantons et les communes.

Solution

Le système IDE est constitué et exploité par divers acteurs. Le premier groupe d'acteurs comprend les entreprises et autres institutions. Ces derniers sont dénommées entités IDE. Le deuxième groupe est constitué par les services IDE. Ce sont essentiellement les services de l'administration fédérale, des cantons et des communes. L'annonce de nouvelles entités IDE ainsi que l'actualisation du registre s'effectuent au travers des services IDE concernés. Aucune nouvelle obligation n'est engendrée pour les entités IDE. Afin d'assurer une gestion correcte de l'IDE, l'Office fédéral de la statistique (OFS) gère un nouveau registre des entreprises (registre IDE). Ce registre contient les caractères d'identification minimaux exigés des entités IDE et est accessible au public sur Internet conformément aux dispositions définies en matière de protection des données.

La cyberadministration suisse

La cyberadministration suisse est un programme commun adopté par la Confédération, les cantons et les communes. Elle a pour but de rendre les activités administratives plus rentables et plus proches des citoyens à l'aide des technologies de l'information et de la communication. La stratégie suisse en matière de cyber-

administration est mise en œuvre de manière décentralisée, mais coordonnée au moyen de projets prioritaires. Le catalogue des projets prioritaires offre un aperçu des différents projets, en donne les objectifs et en indique l'état d'avancement dans la feuille de route. Il est examiné régulièrement et mis à jour en cas de besoin.



Etat actuel et défis

L'IDE a été introduit par l'OFS début 2011. Depuis cette date, des résultats notables ont été atteints mais de nombreux défis subsistent encore:

- L'infrastructure technique permettant l'attribution des IDE et l'exploitation du registre a été mise en place avec succès et met à disposition divers services.
- Actuellement, le registre IDE compte plus de 1,3 million d'entités, dont notamment toutes les entreprises inscrites au registre du commerce. L'IDE a déjà été transmis par courrier à plus de 800'000 entreprises.
- Depuis le début de l'année 2014, l'IDE est l'identificateur valable pour le registre du commerce et le registre des assujettis à la TVA. De plus, le registre des professions médicales, la plupart des registres cantonaux des avocats et divers registres cantonaux des notaires sont connectés au système IDE (état: août 2014).

Utilité

Grâce à l'IDE, de nombreux processus peuvent être simplifiés. Ainsi, les entreprises et les services administratifs peuvent être soulagés d'une charge administrative inutile.

- Avec l'IDE, les entreprises n'ont besoin de signaler qu'à un seul service les changements dans leurs données d'identification.
- Les services administratifs mais aussi les entreprises peuvent profiter de la gestion par le registre IDE des données actualisées relatives aux adresses.
- Dans le respect des dispositions en matière de protection des données, les entreprises peuvent obtenir des renseignements sur d'autres entreprises. Par exemple, le numéro TVA d'un partenaire commercial.

- L'IDE facilite l'utilisation de données administratives pour la statistique publique. Il en découle un allègement de la charge administrative des entreprises dans ce domaine.
- En tant que prestation d'infrastructure, l'IDE met en place de meilleures conditions-cadres. En effet, une grande partie de son utilité est basée sur sa fonction de prérequis pour les projets de cyberadministration.

Actualités

L'introduction de l'IDE suit son cours. La connexion des quelques 300 services IDE identifiés dans la loi IDE comme étant des services à obligations étendues s'échelonnnera jusqu'à fin 2015. Lors de ce processus, une attention toute particulière sera portée à l'intégration des caisses de compensation AVS.

Compétence

Organisation cheffe de file: Office fédéral de la statistique OFS
Direction du projet: Oliver Koller, uid@bfs.admin.ch

Coordination

Direction opérationnelle de la cyberadministration suisse
Schwarztorstrasse 59, 3003 Berne
Tél.: +41 58 46 47921
info@egovernment.ch
www.egovernment.ch

Un projet
prioritaire de
egovernment
schweiz · suisse · svizzera



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



KONFERENZ DER KANTONSREGIERUNGEN
CONFERENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX
CONFERENZA DEI GOVERNI CANTONALI
CONFERENZA DA LAS REGENZAS CHANTUNALAS